

INSTITUT FRANCAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE  
POUR LE DEVELOPPEMENT EN COOPERATION  
O R S T O M

LA GUERRE DE L'ASSIKASSO : RESISTANCE A LA COLONISATION  
ET LUTTE D'INFLUENCE ENTRE COLONISATEURS

SIE Koffi  
Février 1985

ORSTOM

LA GUERRE DE L'ASSIKASSO : RESISTANCE A LA COLONISATION  
ET LUTTE D'INFLUENCE ENTRE COLONISATEURS

SIE Koffi  
Février 1985

Centre de Petit Bassam

Dans la série I (Histoire) tome IV, les Annales de l'Université d'Abidjan publiaient, en 1976, une étude de Monsieur Jean-Vincent ZINSOU, Maître Assistant d'Histoire à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'Université d'Abidjan. Cette étude intitulée "l'affaire de l'Assikasso ou un point des rivalités franco-anglaises en Côte d'Ivoire coloniale : 1897-1898" se veut une contribution significative à la connaissance d'un point de l'histoire du royaume de l'Assikasso qui jusque-là n'avait fait l'objet d'aucune étude spécifique. Mais surtout, à travers cet article, semble-t-il, l'auteur se proposait de mettre en évidence et d'illustrer par un fait historique vécu, les rivalités franco-britanniques très vivaces sur le terrain colonial à partir de la Conférence de Berlin (décembre 1884 - février 1885).

Ce travail de recherche, cette oeuvre de pionnier mérite qu'on lui accorde un très grand intérêt pour son contenu; mais comme toute oeuvre de ce genre, elle comporte, à notre sens, quelques lacunes qu'il importe de souligner ici avant de proposer des éléments complémentaires qui permettent de mieux appréhender les faits et leur interprétation. Ces lacunes, faut-il le préciser, ne mettent pas en cause les capacités de l'auteur à cerner et rendre compte des faits historiques mais relèvent à la fois du choix des sources d'information et de la méconnaissance du contexte socio-politique traditionnel dans lequel se déroulent les événements qui nous préoccupent.

#### L'unicité des sources

L'article de Monsieur Jean-Vincent ZINSOU a été remarquablement construit à partir de sources abondantes mais de provenance unique. Il s'est appuyé sur les rapports et comptes-rendus de mission des explorateurs et administrateurs français, acteurs des événements survenus dans l'Assikasso. Si la principale source d'information reste les Archives Nationales de

Côte d'Ivoire (1), donc d'origine française, il n'est pas étonnant que le colonisateur britannique soit donné comme le seul responsable de tous les freins et de toutes les embûches que rencontre la volonté d'expansion coloniale française.

Par ailleurs, pour avoir eu l'opportunité de consulter les archives de la France d'Outre-Mer, anciennement à la rue Oudinot à Paris, nous pouvons affirmer qu'elles sont de loin, beaucoup plus riches que celles qui ont échappé au transfert en métropole et qui se trouvent aux Archives Nationales de Côte d'Ivoire. Ces dernières ne permettent pas toujours de saisir, dans leur totale complexité les faits énoncés et dont le développement se trouve consigné dans les archives en dépôt en France. En ne s'adressant qu'aux Archives Nationales de Côte d'Ivoire, Monsieur ZINSOU, quelle que soit sa compétence, ne pouvait que rendre compte partiellement des événements.

Nous nous trouvons donc en face d'interprétations partiales et partielles d'événements historiques vécus non seulement par les colonisateurs mais également par un peuple accessible dont le point de vue a été occulté. Or, une enquête rapide sur le terrain aurait permis de recueillir la version des acteurs que sont les colonisés dont certains, très vieux en 1975-1976 avaient eu leur jeunesse marquée par les souvenirs vivaces d'un traumatisme collectif infligé à tout un peuple. Nous pensons que la tradition orale, ici, aurait pu être d'un apport bénéfique dans la compréhension des motivations des acteurs de ce conflit.

#### La méconnaissance du contexte socio-politique traditionnel

Elle est le corollaire de la situation que nous évoquions tantôt. A la lecture de l'article de Monsieur ZINSOU, nous nous sommes posé la question de savoir si l'auteur avait une

---

(1) ZINSOU (J-V) : L'affaire de l'Assikasso... . Annales Univ. Abidjan, série I (Histoire) Tome IV, p. 89.

idée exacte de l'identité et de l'histoire de ce peuple qui compose le royaume de l'Assikasso, cadre des événements qu'il rapporte. Il est étonnant en effet, qu'en 16 pages dactylographiées, il n'ait pas été fait mention, nulle part, du peuple agni-djuablin dont Assikasso est tout simplement la première capitale du royaume connu sous le nom "royaume de l'Assikasso".

Tout au long de cet article, il est apparu qu'il y a trois acteurs : d'un côté les français, de l'autre les anglais et aux côtés des anglais, d'autres anglais appelés "les noirs anglais" et qui ne sont que les pions de leurs maîtres pour les besoins d'une politique anti-française. Nulle part, il ne permet au lecteur de comprendre les raisons qui expliquent la présence de ces noirs anglais dans cette zone géographique habitée par des Agni et visitée par les français dès le mois de janvier 1889 en ce qui concerne l'Assikasso.

Par ailleurs, dès la page 89, en introduction et en quelques phrases le problème de la présentation du cadre des opérations se trouve évacué. La population de l'Assikasso (sans autre précision) "est évaluée à six mille âmes" et qualifiée de très "pacifique" et "très commerçante" et "loin d'être belliqueuse" (1).

Cette méconnaissance du contexte socio-politique et l'absence d'investigation sur le terrain ont eu pour conséquence, également, le maintien des noms des localités et des personnes, tels que orthographiés par les colons français, c'est-à-dire avec beaucoup de fantaisie et de confusion. Ainsi, le roi Ahua Kouao ne se reconnaîtrait pas dans le nommé Egoua de Monsieur ZINSOU; de même qu'aucun djuablin ne saurait dire que Salue, pays de naissance de Yafoun n'est autre que le Sahié d'où est originaire Yao Foun ainsi que tous les Agni-djuablin avant leur installation

---

(1) Idem, p. 89.

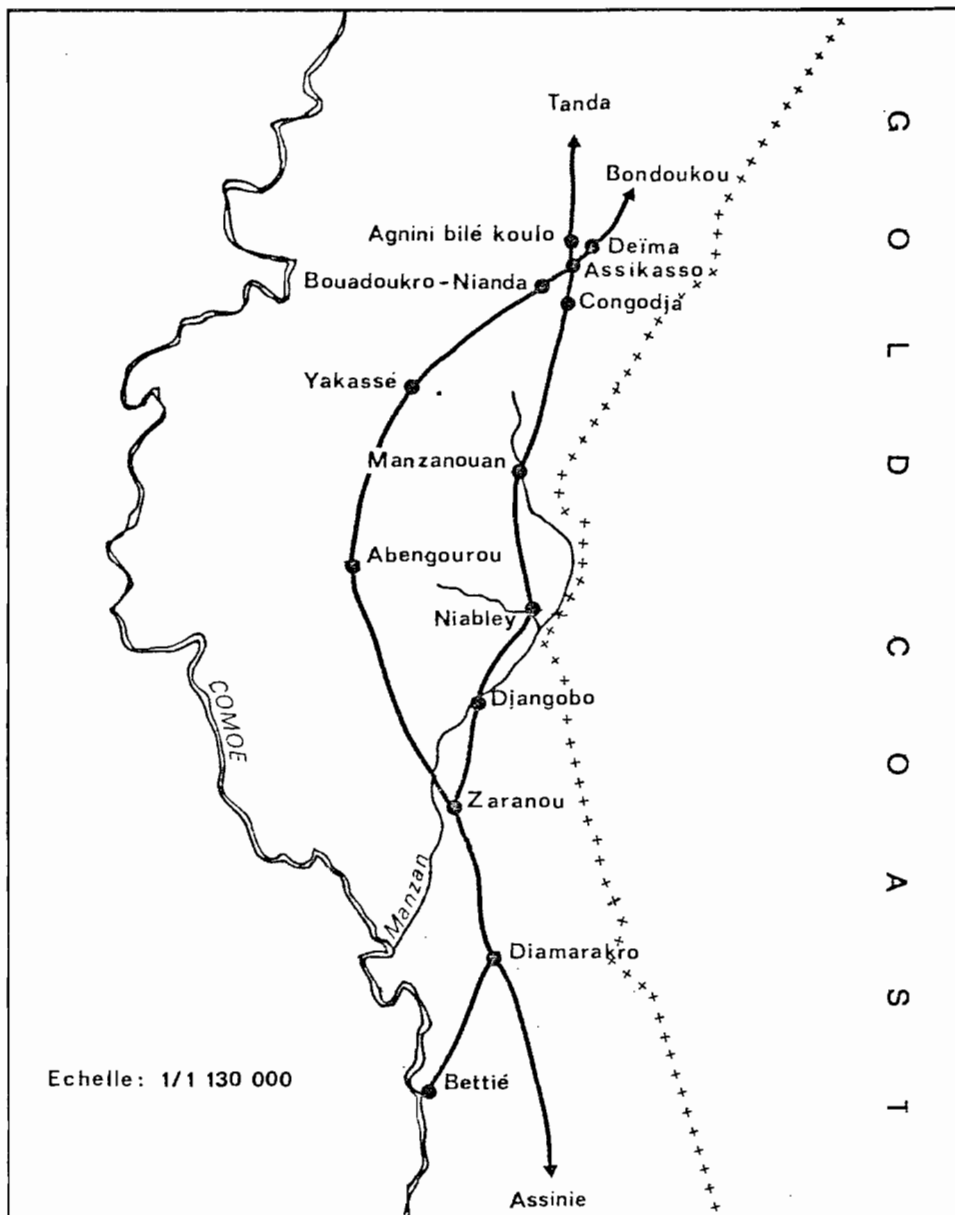
dans l'Assikasso. Enfin, il n'y a pas de doute que le chef Nanou, s'il renaissait serait choqué qu'on appelât son village Manzano et non Manzanouan.

En dépit de ces quelques lacunes que nous venons de signaler et qui ne sont pas exhaustives, nous voudrions souscrire à l'affirmation de Monsieur ZINSOU, à savoir que la guerre de l'Assikasso est un point des rivalités franco-anglaises en Côte d'Ivoire coloniale. Mais elle ne saurait se réduire à ce seul aspect.

Dans ses origines, dans son déroulement comme dans ses conséquences, la guerre de l'Assikasso est une tentative de résistance à la colonisation européenne dès lors que les peuples djuablin et ashanti se sont persuadés d'être les perdants au plan culturel et économique au vu des règles de coexistence qui leur étaient imposées par les colons français et anglais. Il importe de comprendre que la révolte djuablin-ashanti, si elle avait abouti à ses fins, à savoir chasser les blancs du royaume, aurait constitué autant un danger pour les français (une première dangereuse) que pour les anglais (résurgence de la révolte ashanti matée en 1874).

Nous nous proposons, à travers ces quelques lignes, de retracer ce que fut cet accident de parcours dans le processus historique des Agni-djuablin et qui s'avéra lourd de conséquences pour la suite de la colonisation dans l'Est de la Côte d'Ivoire. C'est pourquoi, après avoir fixé le décor et présenté les acteurs, nous examinerons les enjeux et les actes pour en arriver au dénouement tragique.

LOCALISATION DE LA ZONE DE CONFLIT  
1897 - 1898



- Piste principale
- + + + + Limite d'Etat
- Village

## 1. LE DECOR ET LES ACTEURS

Nous avons décrit (1) le royaume de l'Assikasso comme l'espace territorial compris entre le 7e et le 8e parallèle nord et qui part du fleuve Comoé à l'ouest jusqu'à la frontière de la Gold Coast (Ghana actuel) à l'Est. Le royaume abron du Gyaman et le pays bonna lui servent de limites au nord et au nord-est. Au sud, le royaume de l'Indénié (Ndenyan) est son voisin direct avec, comme point de jonction, le 7e parallèle latitude nord.

### 1.1. La situation politique

Lorsqu'ils durent quitter les richesses aurifères de la région de Koumassi, dans le district du Douabenè, vers 1700 (2), les Agni-djuablin sur leur chemin d'exil restèrent pendant plus d'un demi-siècle à Dadiesso, dans le royaume du Sahié, devenu de ce fait une seconde patrie pour eux. Les conditions et les motifs de la deuxième migration qui les emmena du Sahié à l'Assikasso ont été exposées ailleurs (3). Depuis leur installation sur le territoire riche en or (d'où Essikasso = sur l'or) avec la bénédiction de leurs hôtes abron, les Agni-djuablin ont toujours connu une histoire dynastique fortement influencée par les velléités de contrôle du nouveau royaume par la branche restée à Dadiesso. En effet, Bredou Assamandjè, prince guerrier, fondateur du royaume de l'Assikasso et d'une nouvelle dynastie n'était pas le roi des Agni-djuablin de l'exode. La convoitise des gens de Dadiesso n'a jamais sérieusement perturbé le fonctionnement du royaume jusqu'à la montée d'Agnini Bilé sur le trône en 1880 et à l'arrivée dans l'Assikasso du jeune Yao Foum, de la branche royale restée à Dadiesso.

---

(1) SIE (K.) : Les Agni-Diabè : histoire et société . Thèse de Doctorat de 3e cycle soutenue à Paris I- Sorbonne. 1976.

(2) idem, pp. 45 à 65.

(3) ibidem, pp. 50 à 55.



Dès son arrivée dans l'Assikasso, Yao Foum qui avait pris la tête des Poyofouè et créé son campement à TI-GOLAN (littéralement : 9 collines) connu aujourd'hui sous le nom de Tenguelan, voulut s'opposer à la création du campement d'Agnini Bilé, prétextant que ce site faisait partie du domaine d'exploitation du caoutchouc. Par la suite, il refusa d'habiter à Agnini Bilé Koulo. Rival du roi djuablin, il poussa sa méfiance jusqu'à dormir dans des greniers lors de ses brefs séjours dans la nouvelle capitale du royaume.

A la mort d'Agnini Bilé, Yao Foum revendiqua puis s'empara du trône, soutenu par les gens de Dadiesso et les Poyofouè. Vers 1892, il était considéré comme le roi de l'Assikasso mais l'ombre d'Ahua Kouao, neveu d'Agnini Bilé et successeur au trône, planait. Plus riche et plus influent que Yao Foum, Ahua Kouao, intelligent et doux, âgé d'environ quarante ans, résidait à Agnini Bilé Koulo, attendant le moment propice pour reprendre le pouvoir. C'est dans cette ambiance de lutte pour le pouvoir et d'affirmation de l'autorité traditionnelle que va se profiler à l'horizon puis se concrétiser une menace constituée par les envahisseurs européens.

En 1881, le Capitaine britannique Lonsdale, parti du pays ashanti, était parvenu au royaume agni-djuablin d'Agnini Bilé Koulo. Toutefois, il semble qu'aucune pression n'a été exercée à cette occasion pour basculer l'Assikasso dans le camp britannique. La signature d'aucun traité n'a été demandée aux chefs locaux. Deux ans plus tard, l'anarchie consécutive à la déposition de l'asantehene MENSA BONSU s'avérait propice à une action en vue de briser à jamais la résistance ashanti. Les commerçants britanniques par le biais de la Chambre de Commerce de Manchester agissant dans ce sens auprès de leur Gouvernement, estimaient que seul l'interventionnisme constituait une solution réaliste pour conserver et améliorer les possibilités commerciales.

Installés à Assinie depuis 1843, les commerçants français s'étaient peu préoccupés de la conquête de l'arrière pays jusqu'en 1885 (Conférence de Berlin : décembre 1884 - février 1885). La première expédition de Treich-Laplène partie de Krinjabo le 2 mai 1887, arriva à Bettié le 12 mai, à Zaranou le 17 mai, gagna Abengourou le 22 mai et parvint aux limites sud de l'Assikasso, dans les environs de Yacassé et revint sur la côte dès le mois de juillet 1887 sans pénétrer le pays agni-djuablin. Cette expédition avait donné lieu à la signature des traités du 13 mai 1887 avec le roi Beniè Kouame de Bettié et du 25 juin 1887 avec le roi Amoikon Dihiè. Apprenant le passage de Binger à Kong, Treich-Laplène repartit dès le 10 septembre 1888 pour le nord, contourna le pays agni-djuablin et parvint à Bondoukou le 25 octobre 1888.

La première traversée du royaume de l'Assikasso s'effectua dans le sens nord-sud à partir de janvier 1889 et allait être rapidement suivie d'une première tentative d'installation des Français. La vieille AMOAN Pli nous a raconté cette première négociation : "Après des discussions et des conciliabules, nos chefs acceptèrent de les accueillir dans l'Assikasso. Les raisons qui décidèrent les anciens à accorder l'hospitalité aux hommes blancs furent que ces étrangers à la peau molle étaient incapables de cultiver et de travailler la terre aussi bien que nous, donc il n'y avait aucun danger réel de concurrence. On ne pouvait pas prévoir que d'autres viendraient qui essaieraient de tout nous prendre" (1). La vieille AMOAN Pli ne croyait pas si bien dire, car aussitôt installés dans l'Assikasso dès janvier 1897, les administrateurs français allaient s'employer à regenter le royaume de l'Assikasso et le soumettre au système du pacte colonial.

---

(1) Entretien avec la vieille AMOAN Pli en août 1975. in thèse de Doctorat de 3e cycle : Les Agni-Diabè : histoire et société.

## 1.2. La situation économique

Les intentions des commerçants français du Sénégal, désireux d'orienter les routes commerciales de l'Ouest africain dans le sens Est-Ouest, déclenchèrent chez leurs compatriotes de la côte du Golfe de Guinée une vive réaction en vue de sauvegarder leurs intérêts. En effet, ces derniers pour survivre devaient imposer l'adoption de l'axe nord-sud; pour arriver à ces fins, l'occupation effective de tout l'arrière pays entre Assinie et Kong, via Bettié, Indenié, Assikasso et Bondoukou devenait une nécessité absolue. L'intérêt pour le royaume de l'Assikasso devint évident après la soumission de l'Indenié en 1895, lorsqu'à la suite de l'assassinat de l'administrateur POULLE (mars 1894), Kouassi Dihé fut arrêté puis déporté à Bassam pour être exilé au Gabon en 1895.

Or, il existait un vaste réseau d'échanges entre Assikasso et Cape Coast en Gold Coast depuis l'installation des Poyofouè. L'administrateur Bricard décrivait la situation en ces termes, en 1895 : "Ce qui se passe dans l'Assikasso comme activité commerciale malgré la guerre et malgré Samory dont on ne paraît avoir cure, est merveilleux... Les caravanes circulent sans repos sur ces pistes à peine ouvertes. Les chargements de caoutchouc en pain énorme de vingt à trente kilos viennent des quatre coins de la forêt. Des comptoirs tenus par des traitants noirs de Gold Coast sont installés à Assikasso; ... on s'aperçoit ici que les espèces (monnaies) détrônent la poudre d'or ... Malheureusement toutes ces choses sont anglaises" (1). Dès lors, les objectifs économiques pour l'Assikasso vont être définis par l'administrateur Bricard.

Le premier de ces objectifs consistait à renverser le courant commercial entre Assikasso et Cape Coast au profit des comptoirs français de Bassam et d'Assinie. Bricard était persuadé

---

(1) Archives Nationales, section Outre-Mer : Côte d'Ivoire IV, dossier 4b, 12 oct. 1895.

que pour atteindre ce but, il suffisait d'ouvrir une bonne route jalonnée de postes, reliant Assikasso à Bassam via Zaranou. Il estimait en effet qu'une "caravane partant d'Assikasso pour grand Bassam par une bonne route pourrait faire le trajet, aller et retour, avec les repos que nécessite le postage, en trente jours. Une caravane partant de Zaranou irait à Grand Bassam et reviendrait en quinze jours" (1). Ce qui pour l'époque constituait un avantage certain puisque trois mois étaient nécessaires pour couvrir la distance Assikasso - Cape Coast - Assikasso.

Le second objectif était plus audacieux. Bricard prévoyait le moment où par la construction d'un chemin de fer, les Britanniques essaieraient de récupérer leurs influences perdues. Aussi préconisait-il que l'on songeât à mettre sur pied, dès 1895, un projet d'étude et de construction d'une voie ferrée, sans publicité, pour parer à toute éventualité. La profession de foi colonialiste mérite d'être citée : "La conquête du monde africain appartient au chemin de fer; c'est la charrue de science et de progrès qui laboure les races incultes et les retourne jusqu'au tréfond de leur misère improductive et de leur pitoyable humanité. Il porte en soi le principe de force et d'activité qui crée. Et rien ne peut être fait sans son aide puissante; car c'est bien en effet la vie et la vie seule qu'il faut créer dans ce milieu. Nous ne sommes pas en présence d'une race endormie sur sa terre vierge ou d'une race qui se meurt à force de siècles vécus, nous sommes chez des peuples morts-nés. Ils naîtront à la vie pour la première fois par le chemin de fer" (2).

---

(1) Extraits de la lettre de l'Administrateur colonial BRICARD à Monsieur le Gouverneur de la Côte d'Ivoire à Grand Bassam, datée de Zaranou le 12 octobre 1895 in Archives Nationales, Section Outre-Mer : Côte d'Ivoire IV, dossier 4, b.

(2) Idem.

Bricard mourut à Grand Bassam à la fin de 1895 alors qu'il venait d'y conduire Kouassi Dihiè pour être déporté au Gabon; il ne put donc mettre en pratique ses belles idées. Ses successeurs que furent Lamblin, Clozel, De Chalret du Rieu, Le Filliâtre ne tinrent aucun compte de ses recommandations. Ils pouvaient toujours invoquer l'ingratitude des Agni-djuablin qui, au lieu d'applaudir leurs bienfaiteurs s'apprêtant à les priver de leur autonomie économique et politique, ont trouvé le moyen de se rebeller.

### 1.3. Les principaux acteurs

Une très brève présentation des uns et des autres avant que ne transparaissent leurs caractères à travers leurs prises de position et leurs actes.

Du côté français, c'est d'abord François CLOZEL qui retient notre attention. Né le 20 mars 1860 à Annonay, dans l'Ardèche, Clozel avait eu une première expérience de l'administration coloniale française en Afrique en prenant une part active aux missions Maïstre au Congo et au Niger en 1892-1893. Il revint en Afrique en qualité d'administrateur des colonies pour être affecté en Côte d'Ivoire. Il résidait à Bassam en 1898 au départ des événements qui nous occupent mais très vite, il se portera au secours des assiégés dans l'Assikasso.

Par contre, Amédée Charles LE FILLIATRE né le 26 avril 1871 à Grenoble dans l'Isère avait très peu d'expérience du terrain colonial malgré une formation adéquate. Licencié en Droit, ancien élève de l'Ecole des langues orientales vivantes et breveté de l'Ecole coloniale, son affectation en Côte d'Ivoire se fait en sa qualité d'administrateur stagiaire. Par ses maladresses, il porte une part prépondérante dans le déclenchement des événements survenus dans l'Assikasso, alors qu'il était lui-même administrateur de l'Indénié et installé à Zaranou.

Du côté du pouvoir traditionnel, l'acteur principal est le jeune Yao Foum, roi des Agni-djuablin qui nous est présenté comme un homme "très noir de peau mais avec des traits fins, un nez aquilin, les lèvres minces, les yeux beaux mais d'une expression douce et un peu fausse. Il est de petite taille, mince et svelte et paraît âgé d'une trentaine d'années. Intelligent mais orgueilleux et emporté" (1). Il s'est toujours opposé farouchement à la présence française et à tout partage de son pouvoir. Son autorité était réelle sur les Agni-djuablin et sur les Poyofouè. Sa fougue juvénile ne lui permettait pas de poser ses actes avec nuance et diplomatie.

Son acolyte Nanou, chef du village de Manzanouan est le prototype de ce qu'on peut appeler un chef habile et quelque peu fourbe. Beau-frère de l'agent politique du résident de Koumassi, nul, mieux que Nanou ne pouvait jouer le rôle du "cheval de Troie", dans un sens ou dans l'autre; et Manzanouan son village servait de relais sur le chemin entre Assikasso et Cape Coast comme il pouvait servir de relais entre Assikasso et Grand Bassam.

Pour saisir toute l'importance des Poyofouè dans les événements de l'Assikasso, il faut remonter quelques années auparavant. Vers 1824, à la faveur d'une guerre entre Ashanti et Abron pour la possession de la chaise d'or, ces derniers, vaincus devinrent les vassaux des premiers. Par conséquent, les Djuablin eux aussi, considérés comme vassaux des Abron, se retrouvaient assujettis aux Ashanti. Ce fut précisément cet artifice qui, invoqué lors du grand palabre entre Agnini Bilé et les Poyofouè désireux de s'établir dans l'Assikasso, valut au royaume djuablin inhospitalier de se voir infliger une lourde amende. Ces poyofouè ou hommes de caoutchouc constituaient dans la deuxième moitié du XIXe siècle une nouvelle classe sociale dans l'Assikasso, générée par l'exploitation et la commercialisation

---

(1) CLOZEL : "Dix ans de la Côte d'ivoire" p. 36.

de l'arbre à caoutchouc (poyè), d'abord en Gold Coast puis dans le royaume voisin et frère de l'Assikasso. En effet, les forêts de l'espace ashanti, s'épuisant en arbre à caoutchouc dans le même temps où la masse de gens attirés par ce nouveau moyen d'enrichissement ne cessait de croître, il devint nécessaire pour certains d'entre eux de s'expatrier pour faire fortune dans les forêts voisines du Djuablin et de l'Indénié. Bénéficiant d'une situation privilégiée dans l'Assikasso, ces Poyofouè ne pouvaient raisonnablement accepter que quelqu'un d'autre vint les supplanter dans ce rôle. C'est là l'explication profonde de leur réaction hostile à toute ingérence étrangère dans les affaires de l'Assikasso.

Maintenant que le décor est fixé et les acteurs sur scène, il importe d'analyser les enjeux afin de mieux suivre le déroulement des faits.

## 2. LES ENJEUX

Ils s'analysent par rapport à la situation politique, aux tentatives de contrôle de l'activité économique, à la personnalité de chacun des acteurs et aux arrière-pensées qui les habitent. Les faits qui les alimentent nous sont rapportés dans leurs moindres détails à travers le journal - rapport de l'administrateur Le Filliâtre et celui du Commis des Affaires indigènes De Chalret du Rieu, chef du poste de l'Assikasso au moment des faits.

### 2.1. Les enjeux politiques

Les enjeux, sur le plan politique, s'articulent autour de trois types d'opposition, de trois volontés qui s'affrontent :

2.1.1. la volonté française d'effacer toute trace de l'influence britannique dans l'Assikasso en posant comme action primordiale la nécessité de supprimer la présence des Poyofouè en tant qu'entité organisée... en dehors du giron français. L'affaire

Ashmore-Munday fut la conséquence de cette remise en cause par les autorités françaises de la dépendance administrative des Poyofouè. Avant l'installation française dans l'Assikasso, Dadiè et Dongo étaient reconnus administrativement responsables des exploitants et traitants noirs de la Gold Coast. Or Dadiè et Dongo, sujets britanniques, exerçaient leurs fonctions depuis le territoire de Gold Coast. Au mois de mars 1897, l'administrateur Clozel investit Ashmore et Munday, chefs des Poyofouè résidant dans l'Assikasso.

A cette époque, Munday résidait à Agnini Bilé Koulo et James Ashmore à Manzanouan; l'idée de Clozel en les instituant était d'assurer un meilleur contrôle sur les traitants anglais. Dadiè et Dongo, dépossédés de leur autorité jadis reconnue et acceptée par tous, se virent par la même occasion privés d'une source de profits plus ou moins licites mais fort appréciables constitués par des prélèvements sur la production de leurs administrés. Ils ne pouvaient raisonnablement digérer l'affront et attendaient une occasion pour prendre leur revanche.

Les nouveaux promus Ashmore et Munday, trop éloignés pour être sous la surveillance constante du chef de poste, très vite s'adonnèrent aux mêmes pratiques que Dadiè et Dongo : ils frappèrent et emprisonnèrent, rançonnèrent les Poyofouè. Informés de ces exactions, Dadiè et Dongo portèrent plainte auprès du résident anglais de Koumassi. Ce dernier mit à leur disposition trois soldats (dont un caporal) tirailleurs haoussa, munis d'un mandat d'arrêt contre Ashmore et Munday. Il est plus que probable que Dadiè et Dongo adjoignirent aux trois soldats une petite escorte composée de leurs serviteurs.

Partie de Koumassi, la petite colonne anglaise traversa Kotokou-Aïra et passa sa première nuit à Akasso. Le lendemain, ce "corps expéditionnaire" arriva à Assuamé vers six heures du soir, le 10 juin 1897. Dans la nuit de ce 10 juin 1897, la colonne entra dans le village d'Agnini Bilé Koulo. Surpris à une heure du matin, Munday fut fait prisonnier et ses biens pillés ou



saccagés. A quatre heures du matin le 11 juin 1897, Ashmore subit le même sort à Ahouakro, un campement sur la route de Manzanouan. Dans la confusion qui suivit, le frère de James Ashmore, le nommé Doblin-y-Fossen réussit à s'échapper et à avertir le poste français de l'Assikasso.

La réaction française fut immédiate et brutale. Et pourtant les gens de Dadiè et Dongo, après avoir pillé Ashmore et Munday s'étaient évanouis dans la nature. La rencontre entre les autorités françaises et les tirailleurs haoussa se situa au moment où ces derniers après s'être saisis de James Ashmore revenaient récupérer Munday qu'ils avaient confié à la garde du chef Ahua Kouao. La confrontation rude, sanglante et brève se solda par le bilan suivant : deux des trois soldats anglais furent tués, Ashmore et Munday délivrés par Lamblin, le troisième soldat anglais arrêté. Dans la journée du 11 juin 1897, l'administrateur LE FILLIATRE donna l'ordre que soit fusillé ce seul prisonnier sans jugement, ce qui fut fait.

Cette exécution sommaire allait donner lieu à une surenchère de part et d'autre de la "frontière". Les Français présentèrent au Gouvernement anglais, au nom de Ashmore et Munday (sujets anglais, rappelons-le) une demande de dommages et intérêts établis comme suit : pour Ashmore 3 156 livres, 17 shillings, 9 pences volés qui devaient être remboursés et une indemnité de 1 000 livres; pour Munday 762 livres, 40 shillings volés, remboursables et une indemnité de 400 livres. De son côté, le Gouverneur anglais de la Côte d'Or écrivit à son homologue français de la Côte d'Ivoire pour lui présenter sa version des faits et élever une vive protestation (1). Il ressort de son analyse que l'intervention anglaise sur le territoire français était due à une confusion regrettable entre Assikasso et une

---

(1) Lettre du Gouverneur de la Côte d'Or au Gouverneur de la Côte d'Ivoire, le 29 juillet 1897, signée MAXVELL. in Archives Nationales, Section Outre-Mer Côte d'Ivoire VI, dossier 3.

quelconque petite localité du nom de Sikasso que les autorités anglaises n'auraient pas identifiée comme l'Assikasso français, reconnu et accepté par les Britanniques depuis l'arrangement du 12 juillet 1893. Le Gouverneur anglais reconnut que le résident de Koumassi, induit en erreur, avait effectivement ordonné l'arrestation de Munday et Ashmore et que, par conséquent, les tirailleurs en exécutant les ordres reçus avaient fait leurs devoirs de soldats. En conséquence, le Gouverneur anglais s'étonnait de la brutalité et de la sauvagerie avec lesquelles l'administrateur Le Filliâtre avait cru bon de traiter cette histoire, allant jusqu'à faire fusiller un ressortissant anglais sans jugement. Il réclamait pour finir les armes et les uniformes de ses soldats ainsi qu'un désaveu de l'administrateur français.

Dès réception du rapport du Gouverneur de la Côte d'Ivoire, le Ministre français des Colonies André LEBON signifia au Gouverneur Mouttet de la Côte d'Ivoire, dans une lettre datée du 1er septembre 1897, le caractère arbitraire et contraire aux droits des gens, de l'exécution sommaire du tirailleur anglais. Et pourtant aucune sanction, aucun blâme ne furent administrés à Le Filliâtre couvert par Clozel administrateur de l'Indénié et excusé par Mouttet. Il ne faudrait pas croire que le geste de LE FILLIATRE était dû à une perte de sang froid, l'exécution ordonnée obéissait à une stratégie politique pour cet aventurier. N'écrivait-il pas en effet, dès le 12 juin 1897 : "Je dois ajouter Monsieur le Gouverneur que cet incident est une bonne note pour notre influence dans les pays, les indigènes ayant pu constater que les représentants du Gouverneur français ne reculaient pas devant la mort pour protéger leurs administrés" (1).

LE FILLIATRE malgré - et à cause de - cette action hautement répréhensible se vit nommer chef du poste de l'Indénié à Zaranou,

---

(1) Archives Nationales, Section Outre-Mer : Côte d'Ivoire VI, dossier 3 : 12 juin 1897.

ce qui lui permit un an plus tard de provoquer un autre conflit plus cruel mais tout aussi décisif pour la soumission totale des Djuablin.

### 2.1.2. La volonté française : soumettre le pouvoir traditionnel

A ce pouvoir, la France pense, à terme substituer une administration coloniale ayant une prise directe sur des sujets dociles et des chefs compréhensifs, intermédiaires et courroies de transmission des mots d'ordre coloniaux.

L'incident qui amena l'humiliation de Yao Foum serait banal s'il ne confirmait la nervosité et l'état d'esprit de Le Filliâtre pour qui la terreur devenait un moyen valable d'imposer ses vues et ses lois aux Djuablin. Le 8 juin 1897, l'administrateur BONHORE chargé d'une mission spéciale auprès de Samory quitta Bassam escorté de dix miliciens et arriva au poste de l'Assikasso le 18 juin 1897 soit une semaine après l'affaire Ashmore-Munday. LE FILLIATRE chargé d'assurer l'intérim de Clozel à Zaranou se trouvait dans ce poste. Ce fut le moment que choisit le roi Yao Foum pour se manifester de façon fort maladroite pour ne pas dire puérile.

Un matin de la mi-juin 1897, Yao Foum vint au poste avec une petite troupe en armes pour narguer le Commis des Affaires indigènes, Lamblin. Il aurait dit à ce dernier : "Regarde mes fusils; il y en a mille; espères-tu toujours me commander ? Combien en as-tu toi ?". Là-dessus il se retira très sagement dans son campement convaincu d'avoir protesté contre la mainmise française sur son royaume. Lamblin vit dans cette manifestation de mauvaise humeur des menaces sérieuses contre son administration, il en informa son supérieur hiérarchique, en l'occurrence Le Filliâtre. Ce dernier partit immédiatement de Zaranou pour l'Assikasso afin de ramener l'orgueilleux roi djuablin à de meilleurs sentiments; il s'entoura de dix-sept

miliciens et d'un garde principal. Ces miliciens joints à ceux de Bonheure de passage à Assikasso totalisaient un effectif de trente et un hommes. Le Filliâtre organisa pour Yao Foum un scénario humiliant comparable à celui que connut l'empereur Henri IV à Canossa du 25 au 28 janvier 1077. Le jeune roi fit amende honorable et fut contraint de témoigner de sa soumission par le paiement d'une amende en onces d'or. La rancoeur et l'amertume consécutives à cette humiliation pèseront beaucoup dans la décision de Yao Foum de secouer le joug français.

A cette humiliation vinrent se greffer les menaces proférées contre Nanou, chef du village de Manzanouan. Au mois de janvier 1898, parallèlement au tam-tam de guerre exécuté à Niabley dans l'Indénié, une manifestation identique se réunit autour de Nanou à Manzanouan. Les participants se jurèrent assistance en cas de conflit avec les français. Saisissant le prétexte, Le Filliâtre se promit de capturer Nanou, de le conduire à Bassam d'où il serait déporté au Gabon comme Kouassi Dihiè en 1895. Il clama suffisamment haut sa détermination afin que Nanou en fût informé; dès lors ce dernier se rangea du côté des Poyofouè.

### 2.1.3. La volonté de rejet de la tutelle française

Elle apparaît en filigrane dans le récit des incidents que nous venons de relater. Ainsi, au plan politique, le conflit qui va naître est l'aboutissement d'une série de maladroites des autorités françaises et la cristallisation d'une volonté de rejet du contrôle des étrangers.

### 2.2. Les enjeux économiques

Ils découlent de la volonté française de réaliser le premier objectif défini par Bricard pour l'Assikasso, à savoir, renverser le courant commercial entre Assikasso et Cape Coast au profit des comptoirs français de Bassam et d'Assinie : "Tout ce

qui se fait du trafic dans les régions de Kong ou de Bouna, dans le Bondoukou, le Baoulé, le Diawala, le Djimini, l'Anno, l'Assikasso et l'Indénié doit nous revenir (1).

Les mesures douanières prises par les autorités françaises constituèrent très vite le terrain de la confrontation des deux pouvoirs. Dans les premiers jours d'avril 1898, les autorités coloniales françaises décidèrent de réorganiser à leur profit exclusif le circuit économique et commercial du caoutchouc. Il s'agissait d'empêcher tout commerce en direction de la côte anglaise de Cape Coast, aussi, obligation fut-elle faite à tout exploitant, à tout traitant de l'Assikasso et de l'Indénié d'acheminer sa production de caoutchouc sur Assinie et Grand Bassam, sous peine de saisie pure et simple de la récolte entière. Par cette mesure, les autorités françaises entendaient enlever plusieurs tonnes de caoutchouc aux comptoirs anglais et léser les commerçants poyofouè, intermédiaires disséminés tout au long du circuit commercial.

Les principaux traitants passèrent outre à ces mesures : des saisies sanctionnèrent alors les récalcitrants à Niabley dans l'Indénié, à Manzanouan et à Congodja dans l'Assikasso. Les poyofouè en accord avec le roi agni-djuablin Yao Fom et le chef Nanou décidèrent d'agir pour briser l'étau économique français. Une série de petites escamouches marqua le mécontentement grandissant des autochtones et des Poyofouè. A la suite de la saisie de Congodja (qui n'était pas un village ashanti-poyofouè), un milicien fut attaqué dans ce village par les exploitants de caoutchouc. Le 16 avril 1898 à Manzanouan, le courrier Yao fut agressé en signe de représailles contre les colons français et il ne dut la vie sauve qu'à la protection de Nanou. Dès le 18 avril un contingent de "révoltés" partit du

---

(1) Archives Nationales, Section Outre-Mer : Côte d'Ivoire IV, dossier 4,b : 12 octobre 1895.

village anglais de Débissou, se joignit aux agni et poyofouè en armes réunis à Manzanouan, conformément à l'accord d'assistance passé en janvier 1898.

Lorsqu'il fut évident que chacun des deux pouvoirs antagonistes resteraient sur ses positions et que la confrontation devenait nécessaire et inévitable, chaque camp entama les préparatifs de guerre.

### 3. LA CONFRONTATION

La confrontation entre la France et les Agni-djuablin-Ashanti poyofouè du 29 avril au 2 juillet 1898 allait se révéler décisive pour l'avenir de la colonisation en pays agni djuablin et marquer le processus de pénétration française non seulement dans l'Assikasso mais dans tout l'Est de la Côte d'Ivoire. Le Cercle de l'Indénié, créé le 31 juillet 1896 et comprenant le Bettié, l'Indénié et l'Assikasso devient réalité après le 2 juillet 1898.

#### 3.1. Les préparatifs

Les préparatifs pour l'affrontement s'étendirent sur la période du 20 avril au 28 avril 1898; cette période a correspondu à un moment d'intense activité diplomatique et stratégique. Dans le camp français, le chef du poste de l'Assikasso, De Chalret du Rieu comprit très tôt le danger que pouvait constituer l'excitation permanente des habitants noirs pour la sécurité du poste. Le 11 avril 1898, il adressa une demande de renfort à son supérieur hiérarchique Le Filliâtre, lequel ne perçut pas ce danger puisqu'il ne transmit la demande de renfort à Bassam que le 20 avril 1898. Dès le 23 avril 1898, les partisans de Yao Foum, de Nanou et des Poyofouè étaient déjà massés à Egniambo, à une demi-heure de marche du poste. De Chalret du Rieu qui ne disposait alors que de sept miliciens se trouvait devant un choix difficile : d'une part il ne pouvait commencer à fortifier le poste sans hâter et déclencher les hostilités; d'autre part, le

poste sans aucune palissade était entièrement à la merci d'une poignée d'hommes en cas d'attaque.

La tentative amorcée par Ahua Kouao, rival de Yao Foum, afin d'amener les deux parties à une entente fut bien accueillie par De Chalret du Rieu qui y voyait un moyen de gagner du temps, le temps nécessaire pour permettre l'arrivée des renforts. Ahua Kouao réussit pendant un certain temps à convaincre les guerriers noirs de différer toute attaque du poste pour lui permettre de persuader les autorités françaises de la nécessité d'abandonner le poste. Pour De Chalret du Rieu, l'abandon du poste était exclu par principe des solutions envisageables, toutefois, il fit traîner les négociations avec Ahua Kouao du 23 au 28 avril 1898 car il savait que le temps jouait en sa faveur. Il profita de la diversion créée par les négociations pour faire dresser une palissade de bambou autour du poste.

L'administrateur Le Filliâtre qui écrivait de Zaranou : "je pense qu'au fond, nous allons arranger ça rapidement : je connais Yafoun, c'est un poltron, je crois qu'on en viendra facilement à bout" (1), arriva, sans être trop inquiété, au poste de l'Assikasso le 26 avril 1898. Il n'apportait ni vivres, ni cartouches; il était seulement accompagné de ses "boys" et de ceux des deux tirailleurs sénégalais, en tout une cinquantaine d'individus dont seulement une trentaine pouvait être utile. A l'arrivée de Le Filliâtre, commencèrent les travaux de fortification du poste : trop peu nombreux pour prétendre défendre tout le poste, De Chalret du Rieu et Le Filliâtre basèrent leur système de défense sur la case centrale mesurant 8,15 mètres de long sur 3,80 mètres de large. On entoura de deux rangs de palissade le périmètre à défendre à l'intérieur duquel se trouvaient, outre la case centrale, une case au nord-ouest par

---

(1) Archives Nationales, Section Outre-Mer : Côte d'Ivoire IV, dossier 3 - 9 juillet 1898.

rapport au centre du périmètre et distante de dix mètres de ce centre, un magasin au sud-ouest. Dans la première enceinte devaient s'entasser les femmes et les esclaves de certains notables convaincus de la victoire française et venus se réfugier sous la protection française. Une dizaine d'autochtones armés de fusils à pierre devaient défendre la partie sud de cette palissade, tandis que le côté nord était confié à des Dioula.

La veille de l'attaque, une deuxième palissade servant de renfort à la première fut dressée; l'intervalle entre les deux devant recevoir les cadavres éventuels et les immondices. La case au nord-ouest fut alors attribuée à Affro et à ses hommes, tandis que le magasin au sud-ouest, percé de meurtrières fut confié lui aussi aux Dioula d'un certain Samory. La toiture en chaume de toutes ces cases fut en partie rasée pour empêcher que les assaillants n'y mettent le feu. En fait de provisions, le poste ne disposait que de deux sacs de riz, d'une caisse de corned-beef, de deux caisses de cartouches et de quelques ignames.

Dans le camp des Agni-Ashanti les préparatifs furent retardés par l'attente du résultat de la médiation de Ahua Kouao. Jusqu'au 26 avril les insurgés avaient cru que De Chalret du Rieu accepterait la capitulation puisque ne disposant pas de force de résistance. L'arrivée de Le Filliâtre au poste dans l'après-midi de ce 26 avril contribua à éclaircir la situation. Au soir de ce 26 avril, le roi Yao Fom délégua Ahua Kouao, Kanga et Aka Kocoré (porte-canne de Yao Fom) pour dire à Le Filliâtre que ses guerriers se retireraient s'il leur offrait une vingtaine de têtes humaines pour assouvir leur soif de vengeance. L'administrateur promit une réponse pour le lendemain sans manquer de souligner toutefois l'insolence du roi agni-djuablin qui n'était pas venu personnellement saluer, lui Le Filliâtre, administrateur du cercle de l'Indénié. Il exigea à son tour la tête de Nanou, chef de Manzanouan.

La journée du 27 avril fut décisive : ce jour-là en effet, toutes les routes, tous les chemins et sentiers menant au



poste français furent occupés par les Agni-Ashanti. La rivière Ifouè fut gardée aux endroits accessibles pour empêcher tout ravitaillement du poste en eau et en vivres. Ce même jour Ahua Kouao proposa cent vingt onces d'or aux Ashanti pour qu'ils se retirent en pays anglais, mais rien n'y fit. Vers le soir, les objectifs et les règles d'action furent définis d'un commun accord entre Agni et Ashanti, au cours d'une cérémonie de prestation de serment :

- 1°) attaquer le poste jusqu'à sa destruction complète,
- 2°) décapiter tous les résistants et "traîtres" retranchés dans le poste,
- 3°) neutraliser Ahua Kouao et son porte-canne Kanga qui refusaient de faire la guerre aux blancs,
- 4°) tout parjure au serment et tout traître à la cause commune serait passible de la peine de mort.

A l'issue de la cérémonie, les positions de combat furent attribuées; les armées agni-ashanti se disposèrent en un cercle autour du poste, en une circonférence de cent mètres de rayon environ dont le poste était le centre. De petits campements édifiés depuis le 23 avril et fortifiés à partir du 26 devaient défendre les carrefours, comprenant chacun quatre à cinq cents guerriers. Devant chaque campement se trouvait un poste de sentinelles, dissimulé dans les feuillages des arbres environnants.

Agnimou, chef du village agni djuablin d'Agnanfoutou et Nanou chef du village de Manzanouan défendaient le campement nord. Amian Anvo défendait celui de l'Est tandis que Kouacou Ndoua protégeait celui du sud. Appia défendait le campement de l'Ouest qui contrôlait la rivière Ifouè. Le poste de commandement et de coordination se situait entre le campement sud de Kouacou Ndoua et le campement ouest de Appia. Là s'étaient retranchés Yao Foum et les grands chefs de guerre et surtout le stratège Adidabo ou Adabo, illustre guerrier ashanti qui fit contre les anglais la campagne de 1873 qui aboutit au traité de Fomena en 1874. Brave, autoritaire et très expérimenté dans l'art militaire, il imprima

un tel renouveau à son armée que les assiégés crurent avoir affaire à une armée dirigée par un instructeur anglais. Il fut nommé Sahénè, c'est-à-dire commandant en chef interarmées. Bouadou, chef de Bouadoukro-Nianda était chargé du rôle de vigile à l'arrière garde du campement sud sur l'axe routier Yacassé-Assikasso, seule voie, aux yeux des Agni-Ashanti par laquelle pouvait venir le renfort pour les blancs. Le 28 avril 1898, tout était prêt pour l'attaque et les assiégeants, toute la journée et jusque fort tard dans la nuit, exécutèrent le tam-tam de guerre.

### 3.2. Le siège du poste de l'Assikasso

Nous ne nous attarderons pas sur les détails de ces soixante cinq jours de siège, de tourments; nous examinerons successivement les faits internes et les faits externes. Nous définissons comme faits internes les initiatives des assiégeants et des assiégés pour faire basculer le conflit chacun à son avantage; nous définissons comme faits externes les interventions des autorités coloniales à partir d'autres postes en vue de faire lever le siège de l'Assikasso.

Les faits internes peuvent être divisés en quatre grandes périodes s'étendant du 29 avril au 2 juillet 1898.

- Du 29 avril au 26 mai 1898 : première période d'attaque
- Du 26 mai au 30 mai 1898 : première période de palabre
- Du 30 mai au 5 juin 1898 : deuxième période d'attaque
- Du 5 juin au 2 juillet 1898: deuxième période de palabre.

#### Première période d'attaque : 29 avril-26 mai 1898

La première attaque eut lieu le 29 avril 1898 à six heures du matin et se prolongea toute la journée; les assiégés durent brûler la moitié de leur stock de munitions pour repousser les Agni-Ashanti. Le soir de cette première journée de combat, deux messagers furent désignés pour se rendre à Bassam tandis que cinq autres tentaient de rejoindre le poste de Bondoukou. Un seul

de ces messagers, Tano Kouassi parvint à Bondoukou, ayant réussi à tromper la vigilance des assiégeants. Le bilan au soir était de plusieurs morts dans le camp agni-ashanti, d'un mort et six blessés dans le camp des assiégés.

Le 30 avril, les attaques sporadiques et peu appuyées des Poyofouè et leurs alliés furent repoussées. Le 1er mai, les assiégeants montés sur les grands arbres dominant le poste se livrèrent à un exercice de tir sur les têtes de ceux qui osaient sortir des cases. Au nord-ouest, Nanou et Agnimou établirent des barrages interdisant l'accès à la rivière Basso par où, l'avant-veille, avait réussi à passer le messager Tano Kouassi. Désormais, à la tombée de la nuit, les Agni-Ashanti prirent l'habitude d'allumer des feux autour du poste afin de repérer et décourager toute tentative de sortie à la faveur de la nuit. La journée du 2 mai connut des attaques brèves et très espacées : les assiégés mirent à profit le calme relatif pour entreprendre le creusement d'un puits. Les jours suivants s'avérèrent dramatiques tant les conditions de survie dans le poste devinrent précaires : les assiégés qui n'avaient pas bu depuis le 1er mai se résolurent à boire leur propre urine, d'autres se saoulèrent en buvant une dame-jeanne de vin rouge découverte dans un coin du magasin. Un début de mutinerie fut enrayé grâce à la vigilance des miliciens et au prix de quelques cartouches précieuses gaspillées. Le 4 mai, les assiégeants attaquèrent simultanément depuis les quatre campements et réussirent à brûler un pâté de cases du secteur sud-est du poste, hors du périmètre défendu et fortifié. La moitié de la dernière caisse de munitions fut utilisée pour repousser cette attaque. Les assiégés profitèrent de la confusion consécutive à la retraite des Agni-Ashanti pour se hasarder hors du poste et remplir quelques cruches d'eau dans un puits proche. Les journées du 5, 6, 7 et 8 mai furent relativement calmes; sous la protection de quatre miliciens et de quelques boys armés, les plus hardis parmi les assiégés purent s'approvisionner en eau potable; ceux que la peur avait retenu au poste achetèrent auprès de leurs voisins un verre d'eau pour 1 shilling ou deux.

Le 9 mai marqua un tournant dans cette période d'attaque : d'assiégeants les Agni-Ashanti devinrent assiégés; ils durent subir une double attaque dont nous examinerons le déroulement dans la relation des faits externes. En effet, le Sergent Samba Coumba, parti du poste de Bondoukou à la tête de quinze miliciens arriva au poste de l'Assikasso. Du 10 au 13 mai, on enregistra une nouvelle accalmie qui fut mise à profit par les Agni-Ashanti, réunis au P.C. d'Adidabo, pour discuter de la suite à donner à leurs actions. Ils décidèrent de s'en tenir aux résolutions prises le 27 avril 1898. Du côté des assiégés, plusieurs sorties s'opérèrent sous l'égide du Sergent Samba Coumba afin de ramener des vivres de toutes sortes. Le 12 mai, il plut pendant une heure.

Le 14 mai les assiégeants reprirent l'initiative de l'attaque : les uns après les autres les campements lancèrent des assauts; les cases du secteur nord-est du poste, hors du périmètre défendu furent brûlées à leur tour. Les défenseurs étaient alors à portée de fusil des Agni-Ashanti. Pendant toute cette attaque, on assista à une guerre des ondes : pendant que le tam-tam de guerre soutenait les combattants, ceux-ci chantaient : "Nous savons faire la guerre et nous n'avons pas peur ! Comme l'oiseau Ageziazo, nous recevons du plomb et nous ne nous sauvons pas ! S'ils creusent la terre, nous la creuserons; s'ils montent au ciel, nous y monterons ! Nous n'avons pas peur du feu". Le combat, ce jour, se poursuivit jusque très tard dans la nuit, il ne fut interrompu que par une averse. Du 15 au 23 mai, aucune attaque véritable n'eut lieu; toutefois la faim fit de tels dégâts sur le physique et le moral des assiégés que le Commis De Chalret du Rieu dut distribuer aux "indigènes" quelques boîtes de haricots verts pour calmer ceux qui pensaient qu'il valait mieux mourir d'une balle dans le corps que de mourir de faim et de soif. Le 22 mai des courriers en partance pour Bondoukou furent pris et tués. Les 24 et 25 mai les "indigènes" du poste pressèrent les deux français d'abandonner le poste d'Assikasso et

de les conduire à Bondoukou; la situation devenait si critique que Le Filliâtre admit que seule la négociation pouvait mettre fin au supplice.

Première période de palabre : 26 mai - 30 mai 1898

Le 26 mai après avoir constaté qu'il ne restait plus que quatre cartouches par tête et sous la pression des assiégés, Le Filliâtre se décida à négocier. Ce matin-là donc, un homme et une petite fille furent barbouillés de kaolin des pieds à la tête, chacun reçut un pagne et un drapeau blanc. Ils étaient chargés de porter le message verbal suivant au chef Ahua Kouao : "Nous autres autres blancs, sommes forts et le prouvons depuis un mois; vous autres Agni et Ashanti êtes forts aussi, puisque vous nous avez fermé les routes. La situation actuelle pouvant se prolonger indéfiniment, car ce ne sont pas les vivres et les munitions qui nous manquent, nous vous demandons si vous voulez bien régler le palabre autrement qu'à coup de fusil et partant nous envoyer un ambassadeur" (1).

La formule et la procédure de demande de cessez-le-feu sont conformes au protocole djuablin mais ce que les chefs français du poste ignoraient sans doute c'est que celui qui le premier usait de cette initiative était considéré comme le vaincu. Pendant les quelques jours de trêve, la difficulté principale consista à faire admettre aux assiégés leur défaite et par conséquent à se soumettre aux petites humiliations coutumières. Les messagers de Le Filliâtre furent accueillis par Agnimou et Nanou, responsables du campement nord; ils firent avertir le Sahéné Adidabo des intentions françaises. Mais avant que les messagers ne soient revenus au camp, plusieurs parmi les assiégés s'aventurèrent hors du poste, à la recherche de vivres et d'eau : ils furent faits prisonniers. Dans les moments qui suivirent le cessez-le-feu, les Agni-Ashanti envahirent le poste

---

(1) Archives Nationales, Section Outre-Mer : Côte d'Ivoire VI, dossier 3 : 9 juillet 1898.

et pillèrent la case défendue par Affro et ses hommes sous les yeux des miliciens à bout de force. Le calme revint à deux heures de l'après-midi lorsque le chef Amian Anvo convoqua les chefs des assiégés sous un arbre entre les deux armées ennemies afin de boire le fétiche et faire le serment que la guerre était terminée.

Après deux heures de discussion et malgré quelque méfiance, le fétiche est bu par trois Ashanti et un Agni du côté des assiégeants et par les interprètes Malan, Adingra, Amon et Koffi du côté des assiégés. A la fin de la cérémonie, Amian Anvo et ses notables vinrent au poste pour demander aux "vaincus" de remettre leurs fusils, afin d'éviter toute attaque surprise de leur part. Le piège était visible : sans fusil, les assiégés étaient à la merci des Agni-Ashanti et dès lors rien ne pouvait les empêcher d'invoquer la nécessité de sacrifier aux génies de la guerre et de les massacrer tout simplement. Pour gagner du temps, Le Filliâtre promit de visiter les campements pour témoigner de sa bonne foi. Le 27 mai 1898, Le Filliâtre se rendit au campement de Kouacou Ndoua; le soir Amian Anvo vint demander aux assiégés de démolir leurs palissades. Il fallut l'habileté des interprètes Malan, Adingra et surtout Amon fils du chef d'Aby pour écarter ce nouveau danger. Le 28 mai quelques interprètes et boys qui accompagnaient Le Filliâtre dans le campement de Amian Anvo furent pris en otage : on fit savoir au chef du poste qu'ils ne seraient relâchés que contre les armes détenues au poste. Mais dès le 29 mai, l'interprète Malan, au nombre des otages de la veille, fut fusillé, mettant ainsi fin à la trêve.

#### Deuxième période d'attaque : 30 mai - 5 juin 1898

Elle fut plus courte que la première : elle débuta par un assaut dirigé par Appia. Les dernières cartouches furent très vite épuisées et l'honneur de repousser l'attaque aux fusils à pierre fut dévolu aux indigènes assiégés. Les jours suivants, les assaillants se contentèrent d'interdire tout ravitaillement en

eau et en vivres. Du 31 mai au 4 juin, les assiégés dépérissent à nouveau, ce qui amena Le Filliâtre à la négociation pour gagner du temps et recevoir des vivres.

Deuxième période de palabre : 5 juin - 2 juillet 1898

L'occasion de cette nouvelle trêve se présenta aux assiégés lorsqu'un boy de Nanou fit savoir à Affro que si les gens bloqués au poste étaient disposés à négocier, il leur suffirait de rééditer le cérémonial du 26 mai 1898. Le palabre qui débuta le 5 juin et se prolongea jusqu'au 2 juillet se déroula en deux phases : du 6 au 17 juin, les négociations furent directes entre les deux parties; du 17 juin au 2 juillet, elles se déroulèrent sous l'égide des médiateurs abron.

L'ouverture amorcée par Nanou (à travers son boy) correspondait à un début de divergence de vues dans les rangs des assiégeants. Il est clair que tôt ou tard les Agni allaient se désintéresser du conflit : en effet, malgré le développement et l'adoption du commerce du caoutchouc dans l'Assikasso, les Agni djuablin étaient restés massivement à la culture de l'igname, de la banane plantain et du taro; ils avaient donc besoin, de disposer de leur temps pour s'adonner aux travaux champêtres, surtout en cette période de saison des pluies (avril-juillet). Le problème ne se posait pas de la même manière pour les exploitants de caoutchouc dont la période d'intense production se situe de décembre à mars, en saison sèche. Rien d'étonnant que les Agni optèrent pour le compromis, la négociation susceptible d'écourter le siège. Les divergences et les hésitations profitèrent aux assiégés qui purent se ravitailler auprès des autochtones à des prix fabuleux : en effet quand on a été réduit à manger de l'herbe, du tronc de papayer, du coeur de palmier, à boire du jus extrait du bananier ou du parasolier, les prix exigés pour manger correctement ne rebutent plus. Ainsi une banane coûtait 1,50 livre, une poignée de maïs revenait à 2,50 livres, une bouteille d'eau était échangée contre 10 livres, une igname valait entre 3 et 10 livres.

Nanou argua de sa bonne disposition envers les français pour réclamer la restitution des marchandises saisies à Manzanouan et à Congodja.

Du 17 juin au 2 juillet 1898, les pourparlers furent placés sous l'égide du chef abron Couama Sombra, envoyé par Kouadio Adjoumani, roi des Abron. Le médiateur fit savoir secrètement à Le Filliâtre que Lamblin, chef du poste de Bondoukou, lui avait recommandé de faire traîner les négociations jusqu'à ce que des renforts parviennent au poste de l'Assikasso. Yao Foum qui s'était rallié à la position de Nanou, accepta l'arbitrage abron et définit les conditions de la paix future : le poste de l'Assikasso lui avait été imposé, or depuis son installation il n'avait eu qu'à se plaindre des Français; en conséquence, il demandait à ceux-ci de s'en aller sous la protection de Couama Sombra et de ne plus jamais revenir dans son royaume. Pour gagner du temps, encore une fois, Le Filliâtre promit de se conformer à ces exigences et accepta de boire à nouveau le fétiche et faire serment de ne plus attaquer les Agni-Ashanti. Les assiégés furent à nouveau ravitaillés, mais le 19 juin, les blancs furent informés qu'ils devaient quitter le poste et se diriger sur Bassam par la route Assikasso-Nianda-Yacassé. Sous prétexte d'en aviser Kouadio Adjoumani, le négociateur abron tenta de différer ce départ de Le Filliâtre et de De Chalret du Rieu. Le 29 juin, sous la pression des autorités traditionnelles, Le Filliâtre dut fixer au 3 juillet la date à laquelle le poste serait abandonné.

Le 2 juillet 1898, le sous-lieutenant Laïrle, secondé par Joulia surprit les Agni-Ashanti démobilisés et convaincus d'avoir défait les blancs. Dès lors, il ne restait plus aux assiégeants qu'à se replier sur Congodja puis Manzanouan. La victoire finale des blancs fut l'aboutissement d'une série d'initiatives des autorités coloniales en vue de briser l'étau des Agni-Ashanti et que nous regroupons dans la relation des faits externes.



Très tôt le matin du 9 mai 1898, le campement nord confié à Nanou et à Agnimou subit une attaque surprise de la part des miliciens du sergent Samba Coumba. On se souvient, en effet, qu'au soir de la première journée de combat, des messagers envoyés à Zaranou et à Bondoukou, seul Tano Kouassi réussit à tromper la vigilance des assiégeants et parvint à Bondoukou. Il put donc informer Lamblin, chef du poste de Bondoukou, de la situation réelle dans l'Assikasso. Lamblin délégua le sergent sénégalais Samba Coumba pour porter secours aux assiégés.

Parvenus sans difficulté au village de Deïma, à 25 kilomètres au nord du poste de l'Assikasso, le sergent Samba Coumba et ses miliciens empruntèrent de petits sentiers très peu fréquentés afin d'éviter de livrer combat à l'arrière garde des troupes de Nanou et Agnimou. Grâce aux informations précises que lui apportaient ses espions dioula, le sergent parvint aux abords du poste sans révéler sa présence aux sentinelles agni-ashanti. Au matin du 9 mai, Samba et ses miliciens tentèrent de forcer le barrage constitué par le campement nord; ils leur fallut près de douze heures de combat pour se frayer un passage jusqu'au poste où ils arrivèrent à cinq heures du soir, après avoir brûlé plus de mille cartouches et perdu un milicien dénommé Mal-al-Bâ. Cette troupe exténuée apportait aux assiégés de l'espoir, du reconfort moral et surtout une caisse de munitions. Ce même jour, presque aux mêmes heures, Clozel, à la tête d'une petite colonne attaqua le flanc sud de l'armée agni-ashanti.

Clozel se trouvait à Bassam lorsque la demande de 24 miliciens formulée le 11 avril par De Chalret du Rieu, transmise le 20 avril par Le Filliâtre, parvint au gouverneur; aussi, fut-il chargé de porter secours au poste de l'Assikasso qu'il avait créé. Clozel dirigeait une troupe de trente-et-un individus assisté de Barreau, inspecteur de la milice. La colonne se mit en route le 27 avril, traversa le Bettié et l'Indénié, arriva à Yacassé où Clozel apprit les dernières nouvelles alarmantes de la bouche même de son ami Efhui Kotua, chef du village de Yacassé. Clozel décida alors d'attaquer l'armée agni-ashanti au sud et de

mettre à profit l'effet de surprise pour parvenir au poste. Clozel réussit à prendre de vitesse Bouadou, chef de Nianda-Bouadoukrou qui, ne pouvant organiser une riposte efficace, donna l'alerte au campement de Kouacou Ndoua.

Tôt le matin du 9 mai 1898, Clozel et ses miliciens se heurtèrent aux assiégeants : ils essuyèrent un cuisant échec après quelques heures de combat, rebroussèrent chemin, abandonnant sur le terrain bagages, caisses de munitions et même les morts. Sur 34 miliciens ayant pris part au combat, trois furent tués, douze blessés dont Clozel lui-même. La troupe de Clozel se replia sur Yacassé pour panser ses blessures morales et physiques. Cette vaine tentative permit cependant de fixer le flanc sud de l'armée agni-ashanti pendant que le sergent Samba Coumba et ses hommes enfonçaient le flanc nord.

Huit jours après l'échec de Clozel, Bonnel, chef du poste de Bettié rallia Yacassé à la tête de dix hommes; il tenta lui aussi de surprendre les armées du Sahéné Adidabo mais en vain. Dans les premiers jours de juin, tout ce qu'il y avait de miliciens disponibles dans la colonie de Côte d'Ivoire se retrouva à Yacassé sous les ordres de Clozel pour tenter de libérer les assiégés du poste de l'Assikasso. Prudent, Clozel préférait attendre l'arrivée du renfort demandé au Sénégal par le Gouverneur, cela malgré les 80 hommes en armes dont il disposait. Toutefois, le 7 juin 1898, Barreau tenta une nouvelle percée mais dut reculer précipitamment. Pendant ce temps, du côté de Bondoukou, Lamblin qui n'avait plus que quatre miliciens depuis le départ du sergent Samba pour l'Assikasso, mobilisa 400 auxiliaires abron et dioula grâce au concours de Kouadio Adjoumani et de l'Almamy de Bondoukou. Au début de juin, Lamblin se mit en route pour l'Assikasso à la tête de ce corps expéditionnaire. Depuis Déïma, à 25 km du poste de l'Assikasso, il fit engager des pourpalers par l'intermédiaire des Abron (arrivée de Couama Sombra à Assikasso le 17 juin 1898) et réussit à ravitailler les assiégés en attendant l'occasion de pouvoir porter une estocade.

Dans le camp Agni-Ashanti, devant les assauts répétés au sud, on fit appel à un renfort de 500 ashanti avec pour mission d'envahir Niabley, Zaranou et de contrôler l'axe routier Zaranou-Bassam afin de couper toute possibilité de communication entre les troupes françaises stationnées à Yacassé et Bassam. Clozel perçut la manoeuvre et prit la tête de 25 miliciens sur les 80 dont il disposait à Yacassé afin d'assurer la défense de Zaranou. Renforcés par 18 auxiliaires fournis par Kouacou Adom, chef de Zaranou, les miliciens arrêtèrent l'avance du renfort ashanti à Djangobo au moment où les guerriers noirs abattaient des arbres pour leur servir de ponts indispensables pour traverser la rivière Manzan en crue en cette période de saison des pluies.

Ce fut pendant cette absence de Clozel à Yacassé que le sous-lieutenant Laïrle, à la tête d'une troupe de 75 tirailleurs sénégalais arriva à Yacassé. Secondés par 25 miliciens sous les ordres de Joulia, adjoint des affaires indigènes, les tirailleurs sénégalais livrèrent trois combats avant de parvenir à se frayer un passage jusqu'au poste de l'Assikasso dans l'après-midi du 2 juillet 1898, précisément à 15 h 30 mn. Le bilan dans le camp français ce jour-là fut de 5 morts et 27 blessés malgré la supériorité très nette en armes perfectionnées. L'arrivée au poste le 4 juillet 1898 de Lamblin à la tête de ses 400 auxiliaires marqua la fin de l'épopée des Agni-Ashanti, la fin d'un siège de soixante cinq jours dont les retombées allaient peser profondément et durablement sur les comportements collectifs du peuple et des autorités traditionnelles.

#### 4. LE DENOUEMENT

Le moins qu'on puisse dire c'est qu'il a été douloureux, voire tragique pour les vaincus, à la manière romaine (*vae victis*). La réaction des vainqueurs est à la mesure des difficultés rencontrées et des frayeurs ressenties pendant soixante cinq jours d'une vie d'enfer.

#### 4.1. Le bilan

Il était en tous points de vue négatif pour les Agni-Ashanti. Les leçons qui se dégagent du déroulement du siège de l'Assikasso portent sur la nature du conflit et les attitudes des uns et des autres. Par ces causes proches ou lointaines, le siège de l'Assikasso apparaît comme une révolte. Il s'agissait d'une révolte animée par les Poyofouè exploitants et traitants de caoutchouc mais soutenue, appuyée par les Agni-djuablin parmi lesquels les plus en vue étaient les inconditionnels du roi Yao Foum. Cette révolte n'a pas revêtu un caractère populaire, nationale, spontanée, elle s'apparente plutôt à une contestation de la mainmise française sur le pays djuablin, à un rejet de l'ordre français par les autorités traditionnelles, par une partie de la classe dirigeante. En effet, que Yao Foum ait voulu saisir l'occasion pour consolider son autorité, cela ne fait aucun doute; mais même dans ce cas on ne peut valablement parler d'une révolte de toute la classe dirigeante puisqu'Ahua Kouao, le second roi des Djuablin ne se sentit pas suffisamment concerné par cette lutte pour le prestige et les privilèges. D'une façon générale, les gens de l'Indénié, les Abron et les Djuablin dans leur majorité perçurent le conflit comme une lutte pour le contrôle de l'Assikasso.

Toutefois, la participation des Agni-Djuablin aux côtés des Poyofouè ne fut pas négligeable comme l'atteste la présence de grands chefs agni comme Agnimou, Bouadou et Nanou. La coutume et les institutions font obligation au peuple djuablin de soutenir physiquement son roi ou son chef de guerre. Dans la mesure où malgré les circonstances troubles de son accession au trône, Yao Foum était reconnu roi des Djuablin, il appartenait à ses sujets de considérer la guerre qu'il livrait comme la leur. Sur un autre plan, la masse des Agni-Djuablin s'était sentie concernée par le conflit dans la mesure où il créait un climat d'insécurité peu propice à la pratique des cultures vivrières dont dépendait la vie quotidienne. Les campements proches du poste furent touchés lors des engagements contre les forces fran-

çaises venues de Bondoukou ou de Bassam; ainsi au nord, la population dut se réfugier à Gnamétchan en territoire britannique.

S'il est admis que les Agni-Djuablin n'ont pas soutenu sans réserve les Poyofouè, les Indénié et les Abron ont été constamment du côté des autorités coloniales. Au début des troubles, les Agni-Indénié offrirent leurs bons offices aux administrateurs français pour ramener les Agni-Ashanti à la raison. Le chef Efhui Kotua de Yacassé a été un espion très efficace pour les Français; son village servit comme base des opérations coloniales contre l'Assikasso. Nous avons vu par ailleurs que Kouacou Adom a mis à la disposition de Clozel 18 auxiliaires afin de stopper l'avance des 500 Ashanti à Djangobo. L'attitude des Abron est également claire : ils participèrent activement à la stratégie qui, en retardant la reddition de Le Filliâtre, permit la victoire française; Couama Sombra et son chef Kouadio Adjoumani ont autant contribué à la défaite des Agni-Ashanti que Clozel, Barreau, Joulia ou même Laïrle. Le rôle des Dioula est moins net mais certainement efficace : les commerçants dioulas, colporteurs, ont constamment renseigné les deux camps sur la position de l'adversaire. Mais des deux parties en conflit, ce sont sans doute les autorités françaises qui ont le plus tiré profit de ces espions dont De Chalret du Rieu lui-même reconnaît l'existence : "Un espion dioula a affirmé à plusieurs reprises..." (1). Les préférences des Dioula pour la cause française ne sont nullement dictées par une quelconque rivalité avec les traitants de caoutchouc : alors que ces derniers s'intéressaient uniquement au commerce du caoutchouc, les dioulas s'adonnaient à toute sorte de commerce de produits divers. Il ne peut y avoir donc d'empiètement d'un domaine sur l'autre. Les dioulas jouaient la carte française parce qu'elle seule était susceptible de garantir l'ordre, la sécurité et le

---

(1) Archives Nationales, Section Outre-Mer : Côte d'Ivoire VI, dossier 3 : 9 juillet 1898.

libre accès à toutes les localités, toutes choses utiles au développement du colportage dioula.

Un autre point de controverse réside dans les différences d'évaluation des effectifs mobilisés de part et d'autre pour soutenir ce conflit. Les chiffres de 3.000 agni-ashanti semblent être plus près de la réalité que les 7.000 avancés par les assiégés. Par ailleurs, cette masse combattante a été très fluctuante : il ne s'agissait pas d'une armée homogène, disciplinée mais plutôt d'une association quelque peu hétéroclite de gens plus ou moins convaincus de la nécessité du combat contre les blancs. Les informations orales admettent que les plus fidèles parmi les esclaves ont combattu en lieu et place de leurs maîtres. Il n'est pas exclu que des dizaines de combattants ont quitté à certains moments le champ des opérations pour s'en retourner dans leur village participer à des événements d'intérêt locaux (par exemple des funérailles). Les armes des assiégeants étaient dans une large mesure des fusils à pierre dont la charge exigeait du temps et dont les coups faisaient plus de bruit que de dégâts. Il n'y en avait pas assez pour tous les guerriers présents.

Les administrateurs Le Filliâtre et De Chalret du Rieu crurent voir dans cette révolte des chefs une manoeuvre téléguidée par la main criminelle de la perfide Albion : cela nous semble exagéré. Certes, il ne déplaisait pas aux anglais de constater que leur rival français avait des démêlées avec des combattants dont eux mêmes avaient pu apprécier la bravoure depuis le début du siècle. Les Britanniques affichèrent une attitude passive de bon aloi car toute tentative pour refréner les instincts guerriers des Ashanti aurait pu rouvrir les hostilités difficilement enterrés après un demi-siècle de lutte. Ils avaient conscience que toute victoire des Poyofouè sur les Français constituerait tôt ou tard un précédent fâcheux pour eux : le siège de Koumassi par les Ashanti en 1900 sera d'ailleurs une réédition du siège de l'Assikasso. Les Britanniques avaient espéré tout au plus que la révolte

contribuerait à faire revenir les autorités françaises sur les mesures douanières néfastes aux intérêts anglais.

C'est pourquoi malgré les incriminations de Le Filliâtre et son adjoint, nous pensons comme Christian FORLACROIX que : "s'il y a une certaine méfiance réciproque entre Français et Anglais, on ne constate jamais de véritable hostilité et, comme cela s'est très souvent produits en Afrique, malgré quelques rivalités tapageuses, les deux puissances coloniales se sont plutôt entraïdées pour venir à bout des résistances africaines" (1). Le Bulletin du Comité de l'Afrique Française, dans son numéro de septembre 1898 annonçait d'ailleurs la condamnation à Accra de ceux qui avaient participé à l'attaque contre l'Assikasso (2). Dans l'Assikasso, les conséquences de la guerre furent tout simplement tragiques.

#### 4.2. Les sanctions

Elles frappèrent les autorités traditionnelles djuablin considérées comme responsables des actes des Poyofouè; elles touchèrent également Le Filliâtre, dénoncé par De Chalret du Rieu comme principal incitateur à la révolte de Nanou, de Yao Foum et des Poyofouè.

La démonstration de De Chalret du Rieu prenait appui sur les incidents suscités ou mal maîtrisés par son supérieur hiérarchique dont notamment : l'affaire Ashmore-Munday du 10 juin 1897, terminée par l'assassinat du tirailleur haoussa anglais; l'affaire Yao Foum de juillet 1897 ou encore l'affaire Nanou consécutive à l'exécution du tam-tam de guerre à Niabley et à

---

(1) FORLACROIX (C.) : "La pénétration française dans l'Indénié (1887-1901) p. 103.

(2) Bulletin du Comité de l'Afrique Française : septembre 1898; p. 355.

Manzanouan en janvier 1898. Le Filliâtre après la guerre de l'Assikasso perdit la direction du cercle de l'Indénié remplacé dans ses fonctions d'administrateur par Joulia, adjoint des affaires indigènes, héros de la reconquête de l'Assikasso aux côtés de Laïrle. Enfin, lorsque le rapport de De Chalret du Rieu parvint au Gouverneur de la Côte d'Ivoire, relatant les hésitations, les maladresses et les décisions fantaisistes du chef des assiégés (aspect sur lequel nous n'avons pas voulu insister), Le Filliâtre fut muté au Sénégal. Ces sanctions administratives furent peu de choses en comparaison de celles qui furent prises à l'encontre des autorités traditionnelles.

Il s'agissait de frapper les esprits, les imaginations par une sévérité sans aucune commune mesure avec la gravité de la situation; le traumatisme consécutif à cet état de chose resta vivace et l'est encore de nos jours. Il suffit pour s'en convaincre de constater avec combien de précaution oratoire et de réticence les informateurs consentent à raconter les événements qui touchent de près à ces douloureux souvenirs. Comme si par leur réserve, les Djuablin espèrent pouvoir exorciser de leur destin tout ce drame historique. Seul Bredou Malan dans la famille royale, lors de nos enquêtes sur le terrain, a osé lever pour nous un pan du voile qui couvre pudiquement les tristes événements de ces jours de désolation pendant lesquels le "vae victis" romain a été pleinement appliqué.

Les Poyofouè qui s'étaient retirés à Congodja puis à Manzanouan durent repasser la frontière lorsqu'après le 15 juillet 1898, le Capitaine DEANE leur eût donné la chasse : l'ordre ne fut plus troublé. Et pourtant, bien que la révolte de Yao Foum et le siège de l'Assikasso se fussent soldés par peu de pertes en vies humaines, la répression française fut brutale, impitoyable. Le roi Yao Foum, le chef Nanou de Manzanouan et le chef Bouadou de Nianda-Bouadoukro furent exécutés le même jour. De ce jour maudit où les Djuablin ont dû ensevelir les trois cercueils de trois de leurs chefs dont le roi lui-même, ils



gardent un souvenir douloureux et une peur rétrospective, angoissante. Ce phénomène, ce symbole de trois cercueils, "alacazan", est devenu un tabou, un juron. Ainsi, jurer par les trois cercueils est une initiative qui ne peut se concevoir qu'en cas de force majeure et le litige qui motive ce serment est porté automatiquement devant la cour royale. Des offrandes expiatoires sont alors exigées des prestataires afin d'éloigner le spectre de ce jour maudit.

Le 9 juillet 1898, Ahua Kouao, second roi des Djuablin vint faire sa soumission aux autorités présentes au poste... afin de se faire pardonner sa neutralité. Il reçut à cette occasion l'ordre de faire le tour du poste, la corde au cou comme les "Bourgeois de Calais"; puis il fut attaché, en plein soleil, au mât du drapeau français. Cet autre événement est devenu un symbole, un juron. Jurer par la corde au cou du roi "Famien komin gnaman" est aussi grave que jurer par "alacazan". Ahua Kouao fut en outre condamné à une amende de 50 onces d'or et 20 boeufs. Le menu fretin des révoltés djuablin fut condamné à élargir la piste d'Agnini Bilé Koulo à Abengourou et à bâtir des cases de passage pour les porteurs et les caravaniers.

La saction suprême appliquée à Yao Foum contribua à modifier la direction politique du royaume djuablin : Ahua Kouao repentant et soumis à l'autorité française récupéra le trône qui lui avait échappé à la mort de son oncle Agnini Bilé. La mort de Yao Foum mit fin au bicéphalisme politique du pouvoir traditionnel puisque de 1890 à 1898, Yao Foum avait détenu le pouvoir réel et Ahua Kouao le pouvoir moral.

Pour prévenir toute possibilité nouvelle de révolte, le cercle de l'Indénié fut occupé militairement; le poste de l'Assikasso fut érigé en poste militaire avec une annexe à Manzanouan. A la phase de conquête pacifique prônée par l'administrateur Bricard en 1895, se substitua une phase de conquête militaire; le régime de l'occupation armée supplanta celui du protectorat et lorsqu'en 1903, l'Assikasso redevint un

territoire civil, une étape était franchie. Ce changement de style a été lourd de conséquences : la contrainte du portage, l'institution des corvées... la plupart des projets de dépersonnalisation du pouvoir traditionnel et des Djuablin ne peuvent se comprendre qu'à partir de ces réalités.

\*

\*   \*

A la revue des origines et des causes de la guerre de l'Assikasso, au terme du survol des principales étapes de cette histoire douloureuse, il convient de retenir que la guerre de l'Assikasso est une tentative de résistance à la mainmise française sur les affaires du royaume agni-djuablin. N'en faire qu'un épisode de la lutte entre Français et Britanniques pour la possession de nouveaux territoires coloniaux c'est occulter toute la sensibilité des autorités traditionnelles et la prise de conscience qui était la leur de voir s'effriter leurs pouvoirs. Il s'agit bien de la manifestation d'une résistance des chefs garants des intérêts de leur peuple face aux velléités du contrôle colonial. C'est au nom de cette vision des choses qu'aux côtés de Yao Foum et Nanou se sont retrouvés des chefs de villages agni-djuablin.

Mais la guerre de l'Assikasso est avant tout une lutte d'influence entre colonisateurs. Il ne s'agit pas ici, contrairement à ce qu'on pourrait penser, d'une lutte entre anglais et français mais plutôt d'une opposition entre français et traitants ashanti intéressés tous deux par le contrôle et l'exploitation économique des richesses du royaume de l'Assikasso. Que dans cette confrontation les ashanti aient pu bénéficier d'une attitude passive, voire complaisante des britanniques ne nous surprend guère mais nous réaffirmons que ces derniers, depuis 1889 avaient admis le royaume de l'Assikasso comme faisant partie du domaine colonial de la France; seules les limites de cette possession française restaient à préciser. Faut-

il le redire, les Britanniques étaient conscients en 1898, qu'une victoire des Agni-Ashanti sur les Français leur serait autant dommageable.

La défaite du 2 juillet 1898 marqua la fin d'une époque et le début d'une autre; le 2 juillet fut la fin des balbutiements, des errements de la pénétration française à l'Est de la Côte d'Ivoire; le 2 juillet fut le point de départ de la mise en valeur, de l'asservissement du monde djuablin à l'ordre colonial. La défaite du 2 juillet 1898 mit le peuple djuablin en disponibilité pour une colonisation totale.

SIE Koffi  
Historien, Chercheur  
au Centre ORSTOM de Petit Bassam

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

AMOAN-PLI (Informatrice) : Extraits des interviews réalisées en août 1974.

Archives Nationales de la Côte d'Ivoire : 2EE9 (13)

Archives Nationales, Section Outre-Mer : Côte d'Ivoire IV, dossier 4b : expansion territoriale et politique indigène 1894-1901 : Indénié et Assikasso : assassinat de l'Administrateur POULLE 12 octobre 1895.

Archives Nationales, Section Outre-Mer : Côte d'Ivoire VI, dossier 3 : affaires diplomatiques : Angleterre 1894-1902 : affaires de Bondoukou et d'Assikasso. 12 juin 1897.

Archives Nationales, Section Outre-Mer : Côte d'Ivoire VI, dossier 3 : 9 juillet 1898.

Bulletin du Comité de l'Afrique Française : Septembre 1989.

CLOZEL (F.J.) : "Dix ans de la Côte d'Ivoire". Paris Challamel. 1906.

FORLACROIX (C.) : La pénétration française dans l'Indénié (1887-1901), p. 103.

MAXVELL (W.) : "La pénétration du Gouverneur de la Côte d'Or au Gouverneur de la Côte d'Ivoire" : 29 juillet 1897.

SIE (K.) : "Les Agni-Diabè : histoire et société". Thèse de Doctorat de 3e cycle. Université de Paris -I-Sorbonne. 1976; pp. 45 à 66 et 120 à 172.

ZINSOU (J.V.) : "L'affaire de l'Assikasso ou un point des rivalités franco-anglaises en Côte d'Ivoire coloniale 1897-1898 in : Annales de l'Université d'Abidjan. Série I (Histoire), 1976, tome IV; pp. 87-103.